



Communiqué de Presse du 19.02.2026

Fondation Vallée : Un scandale sanitaire bien orchestré



Nous, représentants du personnel de la Fondation Vallée, prenons acte du communiqué de presse de l'Agence régionale de santé du 19 février 2026 qui prononce la suspension des unités d'hospitalisation complète de pédopsychiatrie de la Fondation Vallée à Gentilly, sans attendre les conclusions définitives de l'inspection de l'ARS. Nous sommes scandalisés et choqués par cette prise de décision en urgence qui va supprimer une partie de l'offre de soin (50 lits environ) et la scolarisation non seulement pour les enfants accueillis mais aussi pour ceux, bien plus nombreux, qui attendent une hospitalisation qui ne vient pas puisque les lits sont gelés depuis septembre. Ce gel des lits d'hospitalisation entraîne *de facto* le gel des postes d'enseignants spécialisés de l'unité d'enseignement, mettant en danger son existence. C'est d'une très grande violence pour ces enfants qui ont besoin de soins et d'une scolarité, ainsi que pour leur famille, pour les soignants et les enseignants.

Les équipes n'ont reçu aucune information sur les prétendues orientations qui devraient avoir lieu dans une semaine pour 8 enfants et 7 adolescents, soient 15 patients au total, dont les familles ont commencé à être reçues depuis lundi.

Nous dénonçons la déscolarisation de fait de ces patients, qui étaient scolarisés au sein de l'unité d'enseignement de la Fondation Vallée grâce à leur hospitalisation, et nous dénonçons leur retour au domicile sans solution jusqu'à preuve du contraire. Quant aux durées d'hospitalisation jugées « trop longues », oui, ces enfants ont besoin de soins longs et d'une scolarité adaptée sur mesure.

Nous dénonçons l'augmentation des traitements médicamenteux des patients hospitalisés suite à la « réévaluation de leur santé mentale » la semaine dernière.

Nous dénonçons une étrange synchronisation entre les différents articles de l'Express et la décision hâtive du communiqué de l'ARS. Nous dénonçons la fuite d'informations vers le journal partisan l'Express qui semble t-il était au courant du résultat de l'inspection avant même que celui-ci soit publié, avant même que les professionnels et les familles ne soient au courant de leur sort.

Le rapport de Certification de novembre dernier de la Haute Autorité de santé HAS dément paradoxalement les accusations de l'ARS. Le rapport de certification met plutôt en valeur le respect des recommandations des bonnes pratiques et les soins adaptés à la FV. Il déplore cependant certains locaux vétustes et reprecise le cadre de l'isolement des mineurs encadré par des protocoles médicaux. Les recommandations avaient alors permis la mise en place en urgence de travaux pour apporter des mesures correctives, alors que les demandes des équipes étaient restées sans réponse.

Nous démentons fermement les accusations dont nous faisons l'objet sur les pratiques d'enfermement qui mettraient actuellement en danger les enfants. Les unités d'hospitalisation bénéficient de salles d'apaisement sur protocole depuis 2022, et les ERS sont interdits depuis octobre 2025. Contrairement à ce qui est annoncé, **aucune pratique de contention n'a cours dans les unités de la Fondation Vallée.**

Nous dénonçons le harcèlement moral et médiatique que subissent les professionnels de santé depuis le 25 janvier 2026 sans aucune protection de la part de la direction.

Nous dénonçons les réaffectations brutales d'agents, parfois du jour pour le lendemain, parfois de la pédopsychiatrie vers la psychiatrie adulte

Nous dénonçons l'explosion des risques psycho-sociaux qui a mené à demander la création d'une cellule de crise psychologique dont nous attendons la mise en place.

Nous dénonçons le fait qu'à la Fondation Vallée, les recommandations de la HAS sont déjà rendues opposables alors que ce n'est pas le cas juridiquement contrairement à ce qu'une certaine campagne médiatique veut nous faire croire.

Tout cela est bien orchestré et vraiment regrettable pour les usagers et les soignants. **Nous dénonçons en l'espace d'un an, la disparition de 4 unités, soit 50 lits d'hospitalisation en pédopsychiatrie à temps complet**, en pleine année de la santé mentale, grande cause nationale.

Nous crions haut et fort notre indignation !

Nous dénonçons un véritable scandale sanitaire !

Nous appelons ce vendredi 20 février à un rassemblement devant l'Hôpital Paul Guiraud (54 avenue de la République, Villejuif-94) à 9h avant le Conseil de Surveillance.